



Discours de Morgan Ody lors de la cérémonie de transition, 30 novembre 2021

Merci beaucoup à Elisabeth et un grand bravo pour tout le travail que vous avez réalisé pendant ces huit dernières années en Afrique.

Accueillir le secrétariat opérationnel international de La Via Campesina dans notre région et assumer la tâche de la coordination générale de notre mouvement est un grand honneur, mais aussi et surtout une grande responsabilité pour la Coordination Européenne Via Campesina, pour la Confédération Paysanne et pour moi en tant que nouvelle coordinatrice générale.

Nous, les paysannes et les paysans, les peuples autochtones, les femmes rurales, les travailleurs agricoles migrants, les jeunes de nos campagnes, nous savons produire la nourriture en quantité et en qualité suffisante.

Nous produisons de manière efficace. Les cultures associées agroécologiques produisent toujours plus par unité de surface que toutes les monocultures industrielles sous perfusion chimique.

Nous produisons une alimentation saine : ce n'est pas nous qui fournissons la junk food hyper-transformée, trop sucrée, trop salée, pleine d'additifs chimiques, qui est responsable de tant de maladies et de l'affaiblissement de l'immunité générale.

Nous produisons tout en ravivant la biodiversité et en émettant très peu de gaz à effet de serre : la polyculture-élevage, tout comme le pastoralisme ou l'agro-foresterie traditionnelle, sont des modèles d'économie d'énergie, de captation de carbone et d'entretien de milieux riches en diversité sauvage et cultivée.

Ainsi, forte de nos savoirs-faire et de nos compétences, l'agriculture paysanne fournit l'alimentation pour plus de 70 % de la population mondiale avec moins de 30 % des ressources productives.

Cependant, nous subissons des attaques incessantes. Dans tel pays la production paysanne locale est détruite par la concurrence de poulets importés bas de gamme. Dans tel autre, les pratiques agricoles traditionnelles sont déclarées malsaines et interdites pour favoriser les normes industrielles et ainsi donner l'avantage aux produits de l'agro-industrie. Ici en France les ressources en eau sont privatisées par quelques gros exploitants pour produire du maïs. Dans d'autres pays, les terres sont accaparées par des sociétés transnationales pour récupérer les crédits carbone. Dans le monde entier, les paysannes et les paysans sont empêchés de reproduire, de garder et de s'échanger leurs semences et la main-mise des grands groupes capitalistes sur les ressources génétiques s'étend. Dans de nombreuses régions du monde, les populations rurales sont chassées de chez elles par les accaparements, la misère et les guerres et les migrants qui arrivent dans les pays occidentaux se retrouvent exploités comme travailleurs agricoles, sous-payés et en quasi-esclavage. Profitant de l'épidémie de COVID-19 et de l'affaiblissement des mouvements sociaux attaqués par des gouvernements réactionnaires, les firmes multinationales ont encore accentué ces dernières années leurs efforts de mainmise sur les systèmes alimentaires mondiaux.

Nous le voyons partout: le capitalisme, comme système économique fondé sur l'exploitation et la concentration du capital, fondé sur la marchandisation du monde et l'accaparement de toujours plus de richesses, le capitalisme est un système de destruction de la paysannerie. Dans mon pays, la France, sur ce continent européen qui a vu naître le capitalisme et qui en est pour ainsi dire son cœur, seuls 1,5 % de la population travaille encore comme agriculteur. Cette proportion a été

divisée par plus de 4 en 40 ans. Et encore, des magnats de l'internet envisagent de créer des fermes sans plus aucun paysan, uniquement avec des robots, des logiciels et des biotechnologies ; ou bien même encore de la viande ou du café de laboratoire, pour que la production de l'alimentation soit entièrement artificialisée, concentrée sous le monopole d'une poignée de multinationales.

Nous, les petits producteurs, sommes un obstacle à cette concentration de pouvoir sans précédent.

Pourquoi ? Parce que notre capacité à produire de façon autonome de l'alimentation, à vivre en consommant peu, à reproduire les semences en dehors de tout marché, à nourrir la fertilité des sols, tout ceci, notre mode de vie en soit, est un frein à la nécessité permanente, pour le capitalisme, de transformer le monde en marchandises et les humains en simples consommateurs.

Lorsque nous, les paysannes et les paysans, les peuples indigènes, sommes attaqués, c'est l'ensemble des équilibres de la planète qui vacillent. Notre travail a permis, pendant des millénaires, de maintenir l'harmonie entre les humains et la nature. Chaque société a produit des éco-systèmes originaux, a développé des plantes spécifiques à son territoire, a contribué à la naissance de races animales adaptées au terroir. Des savoirs-faire particuliers ont fleuri et lié à tout cela des cultures d'une diversité incroyable ont éclos : nos cuisines, nos vêtements, nos chants, nos musiques, nos littératures, nos outils se sont fait l'écho de la multitude. Lorsque cette diversité est attaquée, ce sont tous les équilibres de la vie sur terre qui craquent. Le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la perte de fertilité des sols, sont la conséquence de l'anéantissement des peuples indigènes et des paysanneries du monde.

Mais nous résistons. Nous résistons parce que nous voulons survivre et que nos enfants puissent eux-aussi produire librement leur alimentation. Et en résistant pour survivre, nous luttons pour le bien de l'ensemble de la société. Parce que, sans agriculture paysanne, des millions de nos concitoyens meurent de faim. Parce que sans souveraineté alimentaire, la démocratie est un vain mot. Parce que sans notre contribution essentielle à la diversité du vivant, les conditions même de notre vie sur terre sont mises en péril.

Dans chacune des luttes de nos organisations se rejoignent ces deux dimensions : la défense de notre survie en tant que travailleurs et la défense du bien commun. Au niveau international, de la même façon, nous nous sommes réunis au sein de La Via Campesina avec, au fond, cette unique objectif : défendre le fait de continuer à produire de façon autonome et décentralisée de la nourriture, pour que tous les humains sur terre aient accès à une vie digne.

Quelles sont nos grandes lignes pour atteindre cet objectif ? Droits paysans, réforme agraire, souveraineté alimentaire.

Tout d'abord, dans bien des pays du monde, nous subissons une répression physique : des leaders indigènes et paysans sont menacés, enlevés, emprisonnés, torturés, parfois assassinés. Face à cette violence extrême, notre solidarité doit être totale. Nous n'oublierons pas nos morts. Nous continuerons à crier notre soif de justice pour celles et ceux qui ont subi dans leur chair cette violence inacceptable. Nous mettons en place, au niveau mondial et avec nos alliés, un réseau d'alerte pour défendre les membres de nos organisations lorsqu'ils ou elles sont en danger.

Pour protéger les droits humains des paysannes et des paysans, nous avons réussi en 2018 à faire adopter par l'assemblée générale des Nations Unies la Déclaration pour les Droits des Paysans et des autres personnes travaillant en zone rurale. C'est une grande victoire, obtenue grâce au travail acharné de La Via Campesina pendant plus de 17 ans, notamment quand la coordination générale de notre mouvement était basée en Indonésie puis au Zimbabwe. Ces droits, il faut à présent œuvrer pour les faire connaître et respecter dans tous les pays du monde.

Ensuite, face à l'accaparement des ressources naturelles que sont la terre, l'eau et les semences, nous affirmons la nécessité d'une réforme agraire intégrale, c'est à dire d'un juste accès aux ressources qui permettent de produire la nourriture.

On pense bien sûr en premier lieu aux terres agricoles. En Asie et en Afrique, en Europe comme sur le continent américain, partout nos organisations luttent contre la concentration des terres et pour que les jeunes, les sans-terre, les travailleurs agricoles, les personnes migrantes et les femmes rurales aient accès au foncier agricole. Nos luttes pour le juste partage des terres sont essentielles et nous continuerons à les mener.

Deuxièmement, dans un monde soumis au changement climatique, la question de l'accès à l'eau devient de plus en plus une condition sine qua non pour pouvoir produire. La réforme agraire concerne donc aussi le juste partage de l'eau. Dans de nombreuses luttes, contre les méga-barrages par exemple, nous sommes unis pour obtenir une répartition équitable de l'eau qui réponde aux besoins des populations. L'eau doit être utilisée pour produire la nourriture, pas pour remplir les piscines des millionnaires ou irriguer des cultures industrielles destinées à produire des agrocarburants.

Troisièmement, la lutte pour le juste partage des ressources concerne aussi les semences et plus largement la biodiversité agricole. C'est probablement dans ce domaine que l'offensive des milieux d'affaire est actuellement la plus forte et la plus insidieuse. Les multinationales semencières se sont alliées aux grandes entreprises de l'internet pour relancer les biotechnologies. Elles cherchent à supprimer les limitations réglementaires mises en place par certains Etats contre les OGM et obtenus de haute lutte par le mouvement paysan et les consommateurs. En plus des organismes génétiquement modifiés, le nouvel eldorado de ces entreprises est la biologie de synthèse, par laquelle de nouveaux organismes vivant peuvent à présent être créés de toute pièce de la main de l'homme. Le Forum Économique Mondial, qui réunit les plus grosses entreprises du monde entier, a même lancé un projet de Banque Mondiale des Codes avec la volonté de séquencer l'ADN de tous les organismes vivant sur terre et dans les mers, des bactéries aux insectes et jusqu'aux êtres humains eux-mêmes, avec l'ambition délirante de s'approprier, contrôler et pouvoir modifier l'ensemble du vivant qui nous entoure et qui nous constitue.

Face à cette offensive, nous continuons à reproduire et à améliorer les semences paysannes et à défendre les races animales adaptées à nos terroirs. Mais il est aussi essentiel de lutter dans les instances internationales sur la biodiversité et les ressources génétiques pour faire valoir les droits des paysans sur les semences, dénoncer la biopiraterie des firmes multinationales et alerter sur les risques immenses que ces apprentis sorciers font peser sur l'humanité et la nature.

Enfin, la souveraineté alimentaire. Lorsque nous, paysannes et paysans, avons accès à la terre, à l'eau et aux semences pour pouvoir produire, il reste encore une condition essentielle pour assurer notre survie : pouvoir vendre notre production à un prix suffisant. En effet, la grande majorité d'entre nous ne vit pas en auto-subsistance. Nous vendons notre production localement, et dépendons des revenus agricoles pour scolariser nos enfants, payer notre logement, avoir accès aux soins de santé ou nous déplacer. Or, la libéralisation des marchés agricoles amène partout à une baisse des prix payés aux petits producteurs et à un pouvoir de monopole des plus grands acteurs économiques. Cette course aux bas prix mine le revenu des paysans et empêchent les travailleurs agricoles d'accéder à des conditions de travail et de revenu dignes.

Face à cela, La Via Campesina revendique la mise en place de politiques publiques de régulation des marchés. Nous affirmons que le diktat de l'OMC doit cesser. A la place, il nous faut construire une nouvelle coopération internationale, fondée non sur le dogme du libre-échange, mais sur la souveraineté alimentaire. Permettre à chaque Etat de développer une politique de soutien à la production agricole locale. Interdire le dumping et les importations forcées qui déstabilisent les marchés locaux. Supprimer l'obligation d'accès au marché qui permet aux multinationales d'aller faire leurs courses là où les produits sont le moins chers, au mépris des besoins alimentaires des populations locales. Reconstruire des outils d'échanges internationaux fondés, non sur la concurrence et la recherche des bas prix, mais sur l'entraide et le respect de la diversité.

La crise du COVID a provoqué une déstabilisation importante du commerce international. Du fait de la spéculation financière, les prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux flambent et les populations dépendantes des importations souffrent de la faim, tout comme lors de la crise de 2008. Il est grand temps de changer de paradigme. Avec nos alliés, avec les gouvernements soucieux de retrouver la maîtrise de leur approvisionnement alimentaire, il est temps de remplacer l'OMC par une coopération internationale basée sur la souveraineté alimentaire.

Mes amis, nous avons devant nous d'immenses défis. Obtenir, partout, des réformes agraires intégrales, stopper la manipulation et la privatisation du vivant, construire la souveraineté alimentaire du local jusqu'au global, faire respecter les droits paysans et stopper la violence et la criminalisation de nos luttes justes et nécessaires. C'est la condition pour que nous, les paysannes et les paysans, puissions continuer à produire et que les jeunes s'engagent avec fierté et espoir dans cette voie de l'agriculture paysanne. Le monde a besoin de paysans nombreux, le monde a besoin que les jeunes voient dans l'installation paysanne la possibilité d'une vie riche, épanouie et pleine de sens.

Nous sommes puissants. Cette capacité à produire l'alimentation partout dans nos pays, de façon décentralisée, ainsi que notre capacité à nous mobiliser et à agir collectivement, cela nous rends puissants. Nos camarades paysans indiens l'ont encore prouvé tout récemment, en parvenant via une mobilisation massive et héroïque à faire reculer des projets de loi de libéralisation des marchés agricoles. Cette puissance paysanne est, sans aucun doute, la base d'une autonomie collective, c'est à dire d'une capacité à être maîtres de nos vies, non seulement pour nous-même, qui produisons la nourriture, mais par extension pour toutes les communautés, les peuples auxquels nous appartenons. La souveraineté alimentaire est le fondement d'une souveraineté populaire.

Ainsi, avec nos alliés, avec nos amis, avec le mouvement international pour la souveraineté alimentaire, nous sommes porteurs d'un immense espoir. Nous les paysannes et les paysans, sommes en première ligne pour défendre un avenir fondé sur le bien-vivre pour tous, la justice sociale, l'harmonie avec les milieux naturels, la solidarité internationale, l'égalité et la dignité de chaque être humain.

Globalisons la lutte ! Globalisons l'espoir !